

Un autre monde est possible :

Une boîte à outils pour le suivi et la défense

des droits des femmes, et pour un avenir

résolument féministe



« Non seulement un nouveau monde est possible,
mais “elle” se profile...Les matins de grand calme,
je l’entends respirer... »

— Arundhati Roy

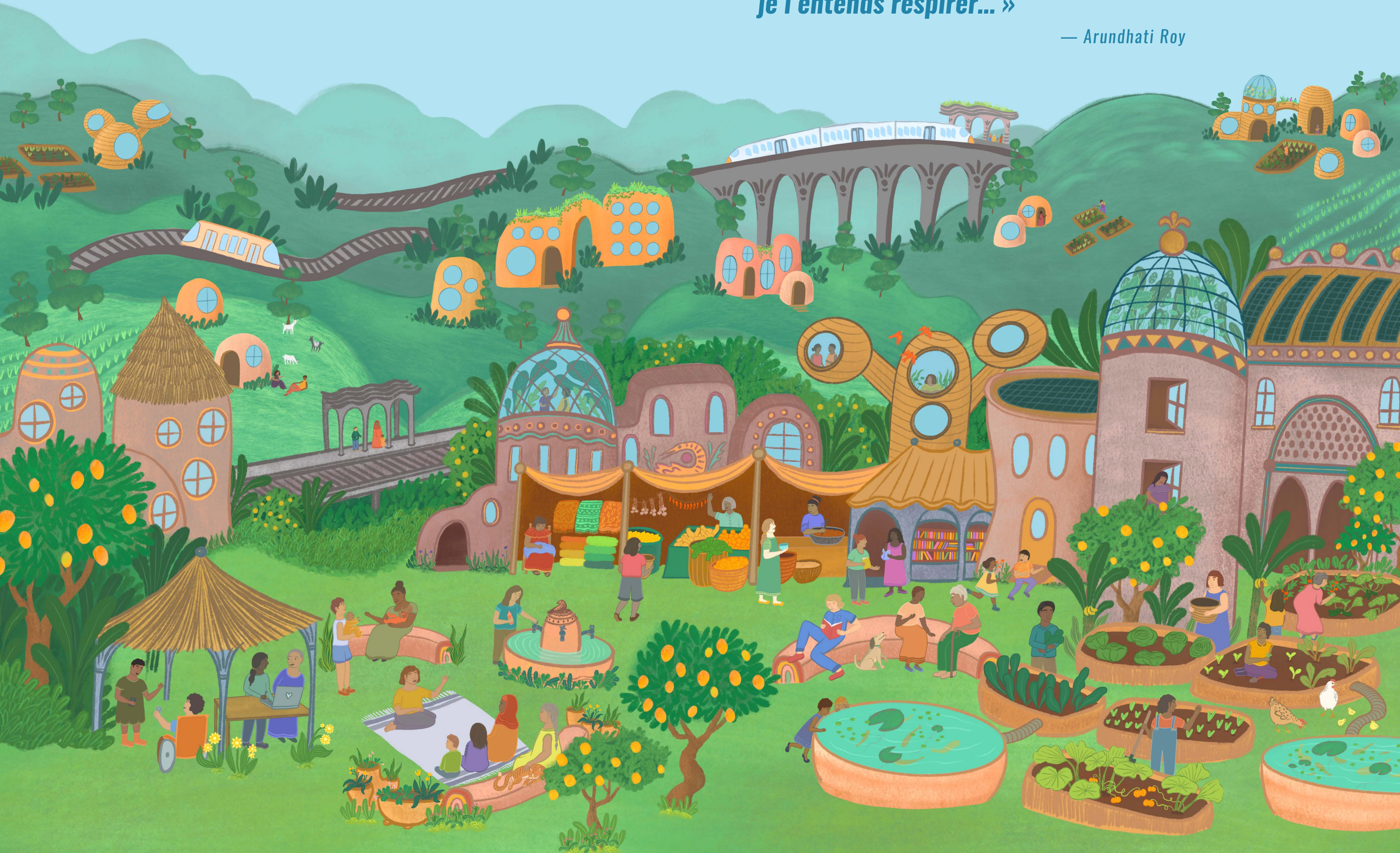


Table des matières

<i>Imaginons un avenir féministe.....</i>	5
<i>Ce moment</i>	7
<i>Solidarité féministe pour une réponse collective à la pandémie de COVID-19.....</i>	8
<i>La réponse féministe à la COVID-19.....</i>	10
<i>La boîte à outils.....</i>	12
 <i>Observer et Réfléchir</i>	 13
<i>Un suivi féministe de notre monde.....</i>	14
<i>Apprendre des exemples de réponses féministes concrets.....</i>	22
<i>Politiques et plans de relance féministes.....</i>	26
 <i>Plan et actions.....</i>	 29
<i>Un guide de défense des droits des femmes, et pour un avenir résolument féministe</i>	30

About the Feminist Response to COVID-19 collective:

We are a collective of feminists organizations and activists, working across global movements centered on human rights, sustainable development, and economic and social justice. And we have come together in a moment of collective organizing to outline key principles for a just and resilient recovery from the ongoing global pandemic, as well as to track responses and uplift collective action of feminists around the world.

feministcovidresponse.com

Author: Diyana Yahaya

With contributions from:

Aisha Ahmed
Alejandra Scampini
Andrea Vega Troncoso
Anne Barre
Bridget Burns
Caroline Othim
Emilia Reyes
Eleanor Blomstrom
Gea Meijers
Hanna Gunnarsson

Jennifer Bruno
Kumi Samuel
Liane Schalatek
Luiza Veado
Mara Dolan
Memory Kachambwa
Nathalie Margie
Paula Pacheco Soto
Roopa Dhatt

Rosa Lizarde
Sanam Amin
Sehnaz Kiymaz
Sanjana Gaiind
Viviana Osorio Pérez
Victoria Gruenert

...and the entire collective of feminist activists of the Feminist Response to COVID-19.

Design by:

[Jessica Bromley Bartram](#)

With the support of:

Wellspring Philanthropic Fund

Imaginons un avenir féministe





Ce moment...

La pandémie de COVID-19 a mis à nu les inégalités et les injustices structurelles profondément ancrées dans nos systèmes sociaux, économiques et politiques. Ces inégalités sont fondées sur l'exploitation des communautés pauvres et marginalisées du monde entier, et plus particulièrement sur les femmes, les filles et les personnes LGBTQIA+.

À bien des égards, la pandémie ne ressemble à aucune autre crise que le monde a connue auparavant. Elle a bouleversé nos économies, altéré nos habitudes de déplacement et transformé nos échanges sociaux, en brisant la dichotomie entre économie formelle et informelle, et en redéfinissant les services à la personne, les secteurs prioritaires et le quotidien de leurs travailleur·euse·s. Dans les foyers, dans le monde professionnel et dans les espaces publics, nous avons pu observer un renforcement des normes patriarcales provoqué par une augmentation des violences domestiques, la perte de revenus et de moyens de subsistance des femmes qui se voient souvent proposer des missions intérimaires, des postes à court terme, voire totalement précaires, alors qu'elles sont déjà accaparées par des tâches d'aide et de soin non rémunérées. Il est fort probable que l'impact économique, sanitaire, environnemental et social de cette crise se fera sentir pendant des années.

Les gouvernements et les institutions multilatérales n'ont pas tous répondu de la même manière à cette crise. Alors que certains ont fait le nécessaire pour renforcer les mesures de protection sociale, tout en faisant appel à la solidarité et à la coopération entre États, d'autres ont manqué à leurs obligations en annonçant des politiques encore plus néolibérales, des privatisations et des programmes d'austérité. Plusieurs gouvernements n'ont même pas réussi à répondre aux besoins fondamentaux de leur population, à préserver la transparence. Au contraire, la plupart d'entre eux a renforcé les mesures de surveillance, les couvre-feux et les confinements qui, bien souvent, ont été accompagnés de mesures radicales et disproportionnées de la part de la police ou des forces militaires. Certains gouvernements ont concentré leur action sur des plans de sauvetage des entreprises, plutôt que d'apporter leur aide à celles et ceux qui en ont le plus besoin, perpétuant un argument erroné, selon lequel les entreprises aideront la population à surmonter cette crise.

Les femmes et les communautés les plus marginalisées (qui ont été le plus durement touchées par la pandémie et la crise actuelle) doivent diriger et participer aux processus de prise de décision de leur communauté, aussi bien au niveau national, régional que mondial, pour que les politiques votées répondent à la crise actuelle et aux besoins de reprise à venir. La crise actuelle nous rappelle que plusieurs décennies de critiques et de revendications du mouvement féministe n'ont pas encore permis d'apporter les changements systémiques et structurels nécessaires dans nos sociétés. Elle nous rappelle aussi que nous ne pouvons pas revenir vers les habitudes d'un ancien monde, celles-là mêmes qui étaient considérées comme « normales », qui ont façonné le monde de par le passé et qui se sont avérées inefficaces en cette période de crise.

Nous devons agir de toute urgence, galvaniser la force de notre élan féministe collectif afin d'exiger et de façonner un monde nouveau. Plus que jamais, notre réponse politique et stratégique doit être guidée par des principes féministes.

Solidarité féministe pour une réponse collective à la pandémie de COVID-19¹

Les militant·e·s et défenseur·euse·s des droits des femmes ont l'habitude de travailler dans des conditions de crises multiples. Le principal objectif de notre programme féministe a toujours été de s'attaquer aux différentes inégalités et aux multiples formes de discrimination fondées sur le genre, l'âge, la classe sociale, la caste, la race, l'ethnie, la nationalité, l'orientation sexuelle, l'identité, les caractéristiques ou l'expression sexuelles, les handicaps ou tout autre autres statut. Notre programme féministe a pour objectif de participer à l'accomplissement de la transformation sociale, politique, économique et environnementale de notre société. Nous souhaitons que les frontières planétaires soient respectées, que l'égalité des sexes devienne une réalité et que toutes les femmes du monde soient réellement concernées par les droits humains.

Si la pandémie de coronavirus exacerbe les crises de notre monde, les inégalités qui touchent de manière disproportionnée les femmes, les filles et les autres personnes marginalisées, elle révèle aussi les failles des systèmes sociaux, politiques et économiques sur lesquels repose une société déjà dénoncée par les féministes. Voilà pourquoi les Féministes demandent un changement de système. Le mouvement militant déjà pour une transformation structurelle profonde de notre société bien avant la pandémie. Une prise de conscience mondiale est donc plus que jamais nécessaire, à mesure que nous surmontons les obstacles, et que nous préparons un monde post-pandémique plus juste.

Alors que le monde commençait à se débattre avec ses réponses à la pandémie de coronavirus, les féministes du monde entier ont pris quelques jours pour se réunir afin de partager leurs réflexions sur cette crise et pour mettre en place une action collective.

¹ Bridget Burns et Emilia Reyes, « Solidarité féministe pour une réponse collective à la pandémie de COVID-19 », (2020).



Pour beaucoup d'entre nous, militant·e·s et défenseur·euse·s féministes, un tournant majeur a été l'annulation de facto de la Commission de la condition de la femme (CSW), mais aussi d'autres réunions mondiales et régionales. L'annulation de ces réunions a sévèrement ralenti les efforts multilatéraux mis en place pour faire face à la crise, ce qui pouvait nuire à l'efficacité et à la solidarité des actions menées par les pays, dans le cadre de la lutte contre cette pandémie. Simultanément, les militantes et les communautés féministes ont été confrontées à une baisse conséquente de leurs moyens de subsistance et poussées au seuil de la pauvreté, au manque d'accès aux services publics les plus élémentaires, à la violence croissante dans les domaines public et privé, et à la restriction de nombre de leurs droits et libertés fondamentales. Donc, en tant que féministes, il était important pour nous de rester ancrées dans les réalités de nos communautés et de répondre aux préoccupations personnelles que vivent nos semblables. Un espace de réflexion, de réponse et de résilience collectives était nécessaire pour faire face à cette nouvelle crise, un espace qui s'appuie sur des amitiés, des alliances et des élans de solidarité significatives noués au cours de nombreuses années d'activisme.

Le premier appel de notre collectif, à la fin du mois de mars 2020, avait pour objectif de répondre à tous ces besoins. Des visages et des voix, familières ou non, se sont donc réunies pour partager des pensées, des sentiments, des expériences, pour émettre des craintes, des analyses, mais surtout pour redonner l'espoir. Cet appel a clairement démontré que nous sommes confronté·e·s à une crise profondément ancrée, qui nous touche tous, de différentes manières, et que son impact sur les droits sexuels et génésiques des personnes sera dévastateur. Cet appel nous a aussi permis de réaliser que la pandémie est l'occasion de repenser plusieurs décennies de revendications féministes afin de redéfinir quel travail est « essentiel », afin de revaloriser les tâches d'aide et de soin et de trouver des solutions qui s'inscrivent dans un contexte de justice globale. Cet appel est donc devenu le point de départ de notre action collective.



La réponse féministe à la COVID-19

« The Feminist Response to COVID-19 » (feministcovidresponse.com) est un collectif non structuré, non hiérarchisé de plus de 400 organisations et activistes féministes de 74 pays qui travaillent au sein de mouvements militant pour la défense des droits humains, le développement durable et la justice environnementale, économique et sociale. Nous nous sommes réunis pour définir les principes clés d'une reprise juste et résiliente face à l'actuelle pandémie mondiale, trouver des réponses et encourager l'action collective des féministes du monde entier.

C'est par l'intermédiaire d'une déclaration mondiale en mai 2020 qu'ont été affirmés les Principes de ce collectif dont l'objectif est de :

- **Se concentrer sur le bien-être de tous**
- **Protéger la santé et la sécurité de tous, mais aussi les droits sexuels et génésiques des personnes**
- **Promouvoir un changement de paradigme global, en s'appuyant sur un financement adéquat et équitable**
- **Être fondé sur des valeurs démocratiques et les renforcer**
- **Être un acompte sur une transition juste et équitable vers une planète équitable et saine**
- **Être guidé par la coopération, le multilatéralisme et la justice mondiale.**

La promotion, la protection et l'accomplissement des droits humains et de l'égalité des sexes sont des éléments transversaux à tous ces principes. Les droits humains et leurs principes fondamentaux, notamment les principes d'universalité, d'inaliénabilité, d'interdépendance, d'indivisibilité, d'égalité, de non-discrimination, de non-dérogation et de responsabilité, doivent guider chaque action entreprise pour lutter contre la COVID-19

et à la mise en place de plans de relance. Cela inclut les droits collectifs, comme les droits des peuples indigènes, des populations migrantes, déplacées et réfugiées, mais aussi les droits des travailleur-euse-s. Si la restriction de certains droits peut être justifiée dans un tel contexte d'urgence sanitaire, de telles mesures doivent respecter le droit international relatif aux droits humains, et... être nécessaires. Elles doivent être appliquées proportionnellement aux risques actuels, de manière non discriminatoire et limitée. La crise actuelle ne doit pas être utilisée pour promouvoir la stigmatisation, la discrimination et les discours de haine, pour faire taire les voix dissidentes, les protestations, pour porter atteinte aux défenseurs des droits humains, de l'environnement et des femmes, ou pour compromettre l'exercice d'autres droits, comme la liberté sexuelle et génésique. Les mesures de lutte contre le COVID-19 doivent se faire dans le respect de tous les genres et faire progresser l'égalité des sexes, elles doivent garantir les droits humains, et plus précisément celui des femmes reconnues dans les traités et accords internationaux.

En plus de définir ces principes, le collectif a également cartographié l'impact des politiques de réponse à la COVID-19 dans le monde, qu'elles soient progressistes ou régressives en matière de droits des femmes et d'égalité des sexes. En plus d'être un outil de suivi des politiques, le site Web du collectif permet de rassembler les ressources, les échanges en ligne et le parcours de féministes du monde entier qui racontent leur expérience personnelle dans la mise en place d'activités de réponse à cette crise sanitaire.

Cette boîte à outils fait partie de ces ressources.



La boîte à outils

Par l'intermédiaire de cette boîte à outils, le collectif souhaite traduire les principes de la réponse féministe à la COVID-19 à l'aide de conseils et recommandations fondées sur des preuves pour la défense des droits et l'élaboration de politiques, afin qu'ensemble, nous puissions concrétiser notre avenir féministe.

Et la meilleure façon d'entamer ce processus à partir d'une méthode fondée sur les preuves, documentée et collective est d'appliquer les principes de réponse féministe à la COVID-19. L'idée est donc de connaître le quotidien et les expériences des femmes, des filles et des personnes de genre variant durant cette période de pandémie et de savoir comment leurs droits humains ont été affectés. À partir de là, nous pourrions parvenir à une compréhension de certaines des recommandations politiques et des revendications nécessaires qui peuvent aider à mettre en lumière des méthodes d'organisation alternatives de notre vie sociale, économique, politique et environnementale qui déboucheront sur un avenir résolument féministe.

Cette boîte à outils se divise en deux parties, et elle est complétée par deux outils en ligne disponibles sur le site Web de « La réponse féministe au COVID-19 ». La première partie a pour objectif de nous aider à **Observer et Réfléchir** comment la pandémie et les crises économiques, sociales et politiques ont eu un impact sur les femmes, les filles et les personnes de genre variant ou sur toutes autres communautés marginalisées, comment elle a amplifié les inégalités et les injustices, causé des violations des droits humains, compromis la démocratie et provoqué l'effondrement du multilatéralisme fondé sur la solidarité. Elle nous aidera également à tirer des enseignements des exemples de mise en pratique des principes et du leadership féministe à tous les niveaux et à déterminer comment ils pourraient être reproduits.

La deuxième partie de la boîte à outils cherche à nous aider à réaliser un **Plan d'action** afin de traduire les principes de réponse féministes à la COVID-19 en orientations et en recommandations qui permettront d'élaborer des politiques et des revendications capables d'influencer et de changer les systèmes actuels, d'influer l'élaboration de politiques et la prise de décisions à cet égard.

Le premier outil en ligne est un **Chronologie du plaidoyer** qui identifie et décrit les moments clés et les points d'entrée où nos Principes pourraient être activés. Cela comprend les opportunités et les processus qui se déroulent dans différents espaces et forums et à différents niveaux où la politique de réponse à la COVID-19 et l'élaboration de futures politiques sont discutées.

Le deuxième outil en ligne est une section **Power Mapping** composée d'un ensemble de citations et de « qui a dit quoi, quand et où » qui peuvent être utiles pour mener des actions de sensibilisation auprès des décideurs.

Cette boîte à outils est à votre disposition, dans votre contexte, là où vous travaillez, dans vos différents domaines de revendications, de la manière que vous jugez appropriée. Nous vous invitons donc à vous approprier cette boîte à outils, c'est ainsi que nous pourrions réaliser nos objectifs collectifs.

Observer et Réfléchir



Un suivi féministe de notre monde

Les questions suivantes ont été élaborées et développées à partir des [Six Principes de la réponse féministe à la COVID-19](#). Elles n'apparaissent pas dans un ordre particulier ; certaines questions se recoupent, d'autres sont applicables au niveau national et local, d'autres encore sont applicables au niveau international, car nos problèmes et nos réponses doivent toujours être systémiques et structurelles, aussi bien au niveau local qu'international, et sont donc toujours liés entre elles.

Vous pouvez utiliser ces questions pour prendre du recul sur certaines politiques et réponses prises durant la pandémie, sur leur mise en œuvre et leur impact sur la vie et les droits humains des femmes et des autres personnes marginalisés ». Si toutes les questions ne s'appliquent pas à votre situation, ce n'est pas un problème. Ils sont juste là pour vous guider. N'hésitez pas à utiliser et à modifier ces questions comme bon vous semble.





Les mesures de lutte contre la COVID-19 doivent se concentrer sur le bien-être de tous

- Des politiques ou des pratiques discriminatoires sur le fond, dans leur application ou de par leurs effets ont-elles été introduites durant la pandémie ?
- Avez-vous pu constater une quelconque rhétorique sexiste, homophobe, transphobe, raciste et/ou xénophobe au sein du gouvernement ou de tout autre acteur de la société et a-t-elle contraint ou encouragé la stigmatisation ou le discours de haine ?
- Comment l'information sur la pandémie, les politiques et les réponses gouvernementales ont-elles été partagées avec le grand public ? L'information était-elle exacte et opportune ? Cette communication s'est-elle faite en ligne et hors ligne, dans différentes langues, en tenant compte des différents niveaux d'alphabétisation ? A-t-elle permis d'atteindre les personnes des foyers et des zones rurales, et plus particulièrement les femmes et les filles qui ne peuvent pas se déplacer librement en dehors de leur foyer ?
- Les politiques et les réponses du gouvernement à la pandémie ont-elles pris en compte les besoins des personnes à mobilité réduite, dans le cadre de l'accès et de la diffusion de l'information ou dans le cadre du dépistage et du traitement du COVID-19 ?
- Des données ou des informations ont-elles été mises à disposition sur la manière dont la pandémie et les réponses apportées ont eu un impact sur les femmes, les filles et les personnes de genre variant ?
- Avez-vous eu accès aux services et besoins de base (nourriture, eau et le logement) ? Ont-ils été subventionnés ou proposés gratuitement durant la pandémie ?
- Y a-t-il eu des mesures pour suspendre, subventionner ou annuler les loyers, ou des actions pour empêcher les expulsions ?
- Votre travail/emploi formel/informel a-t-il été affecté ? Votre situation professionnelle a-t-elle évolué ? Faites-vous toujours le même travail ?
- Des dispositifs ont-ils été mis en place afin de soutenir et de prévenir les licenciements des travailleur·euse·s en raison de la pandémie, pour soutenir les travailleur·euse·s du secteur informel, les indépendants et les petites entreprises ? Ont-ils fonctionné comme prévu ? Disposiez-vous des compétences et de l'infrastructure requises pour accéder à d'autres types de professions, et remplacer ou compléter le travail que vous exerciez ?
- Qu'a-t-on fait pour s'assurer que les travailleurs·ses des secteurs gravement touchés par la pandémie, tels que le tourisme, la gestion des exportations, les travailleurs·ses émigré·e·s, se voient offrir un autre emploi ou des moyens de générer un revenu alternatif ?
- Des programmes ont-ils été mis en place pour soutenir les moyens de subsistance des personnes, indépendamment de leur sexe, race/ethnie, orientation et identité sexuelles ou de leur statut de travailleurs·ses ? Y a-t-il eu des discussions ou des politiques concernant l'introduction d'un revenu de base universel ?



Les mesures prises face à la COVID-19 doivent protéger la santé et la sécurité de tous, mais aussi les droits sexuels et génésiques des personnes

- Y a-t-il eu une augmentation des violences domestiques, des violences entre partenaires intimes, des violences sexuelles et sexistes, comme les violences à l'égard des femmes, des filles et d'autres identités marginalisées comme les personnes de genre variant, les travailleurs-ses du sexe, les communautés autochtones, les migrant-e-s, les réfugié-e-s ou toute autre communauté marginalisée ? Si les données n'ont pas été communiquées, est-ce parce que les services d'assistance concernés ont été suspendus durant les mesures d'urgence ou durant le confinement ?
- Des politiques, des mesures et des services pour aider les femmes, les jeunes filles et les personnes de genre variant contre la violence, les menaces et les intimidations ont-elles été mises en place ? Ces services étaient-ils accessibles en période de confinement et de couvre-feu ? S'ils étaient déjà présents avant la pandémie, étaient-ils toujours actifs pendant la pandémie ? S'ils n'existaient pas avant la pandémie, des efforts ont-ils été faits pour proposer ce genre de services pendant la pandémie ?
- Les tâches d'aide et de soin que vous accomplissez au domicile ont-elles augmenté ou diminué ? Votre gouvernement vous a-t-il proposé des services d'aide ou un quelconque soutien durant la pandémie ?
- Avez-vous accès aux hôpitaux, aux centres/services de santé ? La couverture maladie universelle existe-t-elle dans votre pays ?
- Avez-vous accès à des services de santé pour les tests et les traitements liés aux coronavirus ? Des tests, des traitements et des explications sur la mise en quarantaine sont-ils proposés gratuitement par votre gouvernement ? Sont-ils librement accessibles à tous, indépendamment du sexe, de la race/ethnie, orientation sexuelle, identité de genre ou nationalité de la personne ?
- L'accès aux autres services médicaux, aux traitements et aux médicaments (non liés au coronavirus) a-t-il été entravé ou limité pendant la pandémie ?
- Avez-vous accès aux services de santé sexuelle et génésique, à des moyens de contraception, aux services de planification familiale, à des services d'avortement sûrs, au dépistage du cancer du col de l'utérus, aux soins prénatals, aux soins d'accouchement et aux soins postnatals, aux traitements contre les maladies sexuellement transmissibles et le VIH ?
- Y a-t-il eu des perturbations dans les services de santé sexuelle et génésique ? Les services de santé sexuelle et génésique sont-ils restés des services essentiels ? Le confinement et les mesures d'urgence ont-elles contribué au manque d'accès aux services de contraception et de planification ? Ont-elles entraîné une augmentation des grossesses non planifiées ?
- Votre accès aux services de santé, aux services liés à la COVID-19 ou à d'autres services de santé dépend-il de votre statut professionnel ?
- Certains des prestataires de services de santé du secteur privé ont-ils été rachetés par le gouvernement durant la pandémie ? Y a-t-il eu des discussions, des politiques ont-elles été proposées en faveur de la couverture universelle des services de santé et le renforcement du système de santé publique ?

- Qui forme le plus gros des travailleurs-ses de première ligne (membre des services de santé, de soignants, de nettoyeurs et d'autres travailleurs-ses essentiels) ? Sont-ils essentiellement des hommes ou des femmes ? S'agit-il de ressortissants ou de migrant-e-s ?
- Les travailleurs-ses de première ligne reçoivent-ils du gouvernement un soutien adéquat et nécessaire, comme des équipements de protection individuelle de qualité, des produits d'hygiène menstruelle, un soutien psychosocial, des services de garde d'enfants, des aliments ou tout autre produit/service permettant de répondre à un besoin immédiat ?



Les mesures prises face à la COVID-19 doivent promouvoir un changement de paradigme global, en s'appuyant sur un financement adéquat et équitable

- Votre gouvernement a-t-il introduit un ou plusieurs plans de relance économique ? Qui sont les principaux bénéficiaires des aides ? Des particuliers ou des entreprises ? S'il s'agit d'entreprises, s'agit-il de petites et moyennes entreprises locales ou de grandes entreprises ? S'il s'agit de personnes physiques, des conditions sont-elles requises pour bénéficier de ses aides (disposer d'un compte bancaire, être « chef de famille », être un employé déclaré, disposer d'une carte d'identité, etc.) ? Ces programmes sont-ils accessibles à toutes les personnes dans le besoin, y compris celles qui sont souvent oubliées par les interventions des politiques, comme les personnes LGBTQI, les travailleurs-ses du sexe et les travailleurs-ses migrant-e-s qui n'ont peut-être pas de documents « en règle » ?
- Votre gouvernement a-t-il affirmé, mis en avant et/ou récompensé le rôle des entreprises du secteur privé afin de répondre au mieux à la pandémie et d'anticiper une reprise économique ?
- Votre gouvernement a-t-il appliqué un contrôle des prix ou une réglementation du marché sur les biens essentiels comme les équipements de protection individuelle et les aliments de base ?
- Le gouvernement a-t-il exprimé son inquiétude ou sa crainte de menaces de poursuites judiciaires de la part des entreprises en raison des mesures qu'il a prises durant la pandémie ?
- Y a-t-il eu des politiques visant à introduire de nouvelles formes d'impôts sur les sociétés, les riches, les flux financiers, la spéculation et les transactions afin de générer les ressources nécessaires à la mise en place d'une réponse et d'un rétablissement de la crise sanitaire ? Inversement, les formes indirectes d'imposition telles que la TVA, la taxe sur les produits et services ou toute autre taxe sur les services ont-elles été supprimées ou mises en veilleuse durant la pandémie ?
- Votre gouvernement a-t-il réaffecté les budgets nationaux, municipaux ou locaux ? A-t-il réduit le budget militaire ou des infrastructures non essentielles et réorienté ses moyens vers la santé, d'autres services publics essentiels ou des stratégies liées au climat ? Quels sont les secteurs prioritaires dans les ajustements fiscaux, et y a-t-il eu des répartitions inéquitables d'un secteur à l'autre ?

- Quel est le montant de la dette souveraine du gouvernement ? A-t-elle augmenté durant la pandémie ? De nouveaux emprunts ont-ils été contractés à l'intérieur ou à l'extérieur du pays ? En cas d'emprunt externe, de qui venait-il ? Du FMI ? Ou d'autres banques de développement (investisseurs privés, etc.) ?
- Votre gouvernement a-t-il indiqué comment il entend faire face à l'augmentation de la dette (consolidation et réduction des déficits budgétaires, augmentation des impôts ou réduction des dépenses publiques, etc.)
- S'il s'agit du gouvernement d'un pays en voie de développement, ou de l'un des pays les moins avancés du monde, a-t-il profité de la suspension de la dette de son pays offerte par le FMI ou en a-t-il fait la demande ?
- Votre gouvernement est-il toujours en train de négocier des accords bilatéraux, plurilatéraux et multilatéraux de commerce et d'investissement avec d'autres gouvernements pendant la pandémie ? Le gouvernement révisé-t-il les règles et négociations commerciales existantes à la lumière des mesures sanitaires et économiques qu'il a prises ou qu'il devra prendre en raison de la pandémie ?

4 *Les mesures prises face à la COVID-19 doivent être fondées sur des valeurs démocratiques et les renforcer*

- Votre parlement/congrès/autres organes législatifs nationaux équivalents se sont-ils réunis durant la pandémie ? Les lois, politiques et mesures introduites durant la pandémie (confinement, couvre-feu, plans de relance économique, fermeture des frontières, etc.) sont-elles débattues et discutées au Parlement et dans le grand public ? Ces lois, politiques et mesures spéciales étaient-elles nécessaires, proportionnées aux besoins, limitées dans le temps et non discriminatoires ?
- Les peuples, communautés ou sociétés civiles concernées par les politiques ou mesures introduites par l'État sont-elles en mesure de participer aux processus décisionnels de ces mesures et politiques ? Peuvent-ils également s'y opposer si ces mesures violent les droits humains ?
- Les peuples, communautés ou sociétés civiles concernées par les politiques ou mesures soit introduites, soit en cours de négociation dans le cadre de négociations commerciales, financières, avec la Banque mondiale, le FMI, l'Organisation mondiale du commerce ou l'ONU, sont-elles en mesure de participer de manière significative aux processus de prise de décision ? Si oui, quels sont les mécanismes de participation proposés ?
- Un processus électoral censé avoir lieu a-t-il été suspendu et, si oui, le gouvernement a-t-il défini un délai de suspension précis ? Par ailleurs, certaines élections ont-elles été anticipées ? Si le vote a eu lieu, des mesures de sécurité ont-elles été mises en place ? Le vote par correspondance a-t-il été autorisé ? Ces élections ont-elles été libres et équitables ?
- Avez-vous constaté une augmentation des attaques ou des restrictions à la liberté d'association, d'expression, de réunion et d'information ? Pensez-vous qu'elles étaient proportionnées, raisonnables, justes et qu'elles étaient réellement indispensables pour réagir à la pandémie ?
- Les attaques contre les environnementalistes, les défenseur-e-s des droits humains, les activistes et la société civile ont-elles augmenté durant la pandémie ?

- En raison des fermetures des sites non essentiels, un accès à un Internet universel, ouvert, abordable, sûr et stable a-t-il été mis en place pour permettre aux gens d'exercer leur droit à l'expression, à l'information et de soulever les questions de violations des droits humains ?
- Votre gouvernement se sert-il de la pandémie pour abuser de son pouvoir ? Des lois, des pratiques régressives et/ou antidémocratiques ont-elles été introduites ou mises en œuvre durant la pandémie, et qui n'auraient, de toute évidence, pas été acceptables auparavant ?
- Le secteur privé influence-t-il le gouvernement pour qu'il adopte des lois qui lui sont favorables ou l'influence-t-il pour qu'il déclare certaines activités comme essentielles, afin de poursuivre son activité ?
- Avez-vous pu constater des formes d'abus de la part des entreprises, comme le fait de ne pas tenir compte de la pandémie, de forcer les gens à travailler, d'abuser des droits du travail, etc.
- Avez-vous pu constater un usage disproportionné de la force, des sanctions ou des peines d'emprisonnement par le gouvernement dans l'application des mesures introduites pour freiner la propagation du coronavirus (confinement, restriction des déplacements, fermeture des frontières, etc.) ? Le verrouillage ou la restriction des déplacements ont-ils été discriminatoires à l'égard de certains groupes marginalisés, comme les travailleurs-ses migrant-e-s, les réfugié-e-s, les apatrides ?



Les mesures prises face à la COVID-19 doivent être un acompte sur une transition juste et équitable vers une planète équitable et saine

- Les politiques et mesures de votre gouvernement liées à la crise climatique et à l'atténuation de ses effets ont-elles été maintenues pendant la pandémie ou ont-elles été suspendues ? Inversement, les activités nuisibles à l'environnement (l'exploitation minière, l'exploitation forestière, les activités de combustion, etc.) ont-elles été poursuivies ou lancées durant la pandémie ?
- Des mesures prises pour enrayer la propagation du virus (confinement, contrôle des déplacements, quarantaines) ont-elles affecté les agriculteur-rice-s et le marché des agriculteur-rice-s ? Beaucoup d'entre eux/elles ont-ils/elles été contraint-e-s de fermer ? Certains ont-ils eu des problèmes pour vendre leur récolte ? Quel a été l'impact sur les agricultrices ?
- Des discussions ou des propositions ont-elles été émises pour le renforcement de la chaîne d'approvisionnement alimentaire locale ? Le cas échéant, ont-elles ciblé les petites exploitantes agricoles, les petites entreprises détenues par des femmes, les coopératives sociales et communautaires, qui sont souvent confrontées à de nombreuses difficultés et à des contraintes très différentes de celles des grandes entreprises agricoles ?
- Avez-vous pu observer une augmentation ou une diminution des émissions de gaz à effet de serre ? Ces informations étaient-elles disponibles ?

- Y a-t-il eu une pollution industrielle (de l'eau, de l'air ou du sol) durant la pandémie ? Quelle a été la réponse du gouvernement à ce sujet ? Avez-vous eu le sentiment que les réponses étaient opportunes et adéquates ou lentes et insuffisantes, et que cela était dû aux circonstances actuelles de la pandémie ?
- Y a-t-il eu des catastrophes climatiques durant la pandémie ? Quelle a été la réponse du gouvernement à ce sujet ? Avez-vous eu le sentiment que les réponses étaient opportunes et adéquates ou lentes et insuffisantes, et que cela était dû aux circonstances actuelles de la pandémie ?



Les mesures prises face à la COVID-19 doivent être guidées par la coopération, le multilatéralisme et la justice mondiale

- Le gouvernement a-t-il introduit des mesures qui limitent les déplacements transfrontaliers ? Quel a été l'impact de ces restrictions sur les individus et les familles de différentes nationalités ou vivant au-delà des frontières, les apatrides, les travailleurs-ses migrant-e-s et réfugiées ?
- Le ou les gouvernements ont-ils pris des mesures unilatérales ? Se sont-ils retirés des processus intergouvernementaux ? Ont-ils refusé de coopérer avec d'autres gouvernements ? Ont-ils cessé de partager des informations ? Ont-ils abandonné des projets de recherches communs ? Où ont-ils réduit la distribution d'aides à d'autres gouvernements ?
- Les négociations multilatérales sur le changement climatique ont-elles été respectées ou suspendues ?
- Votre gouvernement a-t-il consacré davantage de ressources financières à l'obtention de vaccins pour ses propres ressortissants ou a-t-il également promis le même montant de ressources financières au développement commun de vaccins par l'intermédiaire de l'OMS ? S'est-il engagé à faire des vaccins et traitements contre la COVID-19 un bien public, ou a-t-il pris des mesures pour suspendre les brevets et permettre la production générique de l'un ou l'autre ?
- Le ou les gouvernements coopèrent-ils et font-ils preuve de solidarité les uns envers les autres ? S'engagent-ils dans des processus intergouvernementaux, échangent-ils et partagent-ils des informations sur le virus ou sur les recherches menées autour de celui-ci, maintiennent-ils leur aide à d'autres pays, envoient-ils des aides médicales (masques, EPI, etc.) ou du personnel médical dans d'autres pays ? Inversement, y a-t-il eu une pénurie nationale sur des produits médicaux essentiels que d'autres pays n'ont pas complétée ?
- A-t-on davantage discuté et mis l'accent sur les principes de solidarité entre les États et les peuples ou a-t-on mis davantage l'accent sur les récits nationalistes et xénophobes ?
- Les États ont-ils accru les restrictions ou le contrôle de territoires en conflit, de territoires occupés ou ont-ils revendiqué des territoires ? Les territoires coloniaux ont-ils reçu un soutien adéquat ou moindre des gouvernements centraux pour faire face à la pandémie ?



Apprendre des exemples de réponses féministes concrets

Tenir compte du leadership et de la gouvernance féministes

En tant que féministes, nous pensons que notre modèle de leadership doit être différent du modèle de leadership traditionnel. Bien qu'il n'existe aucun « leadership féministe » à proprement parler, les défenseur·euse·s et les militant·e·s féministes s'accordent à dire que le leadership féministe est collaboratif, participatif, empathique, inclusif, construit sur un consensus, transformateur et, surtout, il s'agit d'un pouvoir collectif qui rejette tout type de domination ou de soumission.

Il existe de nombreuses histoires de leaders féminins remarquables et de travailleuses en première ligne qui ont été salués pour l'efficacité de leur travail durant la pandémie, pour les taux de mortalité relativement faibles et la démonstration d'un certain modèle de leadership féministe, que ce soit au niveau national ou régional, durant cette pandémie. Voici quelques exemples.

Kerala, Inde²

Dans l'État du Kerala, la ministre de la Santé, KK Shailaja, a appliqué les caractéristiques systémiques et structurelles de l'État déjà en place avant la pandémie, comme ses sociétés civiles et ses mouvements sociaux dynamiques, et son processus de décentralisation démocratique qui avaient transféré le pouvoir, les finances et les biens publics vers des institutions de gouvernance locale, les Panchayats. La ministre a ainsi pu mettre en place des stratégies de communication permettant d'apporter des réponses de la base vers le sommet et d'informer continuellement le public sur la pandémie. En janvier 2020, avant même que l'Organisation mondiale de la santé (OMS) ne déclare l'état de pandémie mondiale, ou que l'État ne recense les premiers cas de COVID-19, la ministre de la Santé tenait déjà une première réunion avec son équipe de gestion de crise. En 24 heures, ils avaient mis en place une salle de contrôle et demandé aux médecins des 14 districts du Kerala de faire de même à leur niveau. Et lorsque le premier cas est arrivé, environ trois jours plus tard, le 27 janvier, par un avion de Wuhan, l'État avait déjà adopté le protocole de l'Organisation mondiale de la santé qui consiste à tester, tracer, isoler et assister. Une fois que le coronavirus a frappé, ces systèmes et structures ont commencé à fonctionner à plein régime, en proposant des tests gratuits, des traitements, des installations de quarantaine et des kits de secours contenant des aliments, et tout cela était acheminé et géré par les Panchayats. L'État a parrainé des groupes de voisinage (NHG), exclusivement dirigés par des femmes, les Kudumbasree, qui travaillent en étroite collaboration avec les Panchayats pour

² Extrait de l'étude de cas de Vanita Nayak Mukherjee, « [La gouvernance décentralisée - État du Kerala, Inde](#) », Spotlight Report (2020).

intensifier l'action de la gouvernance démocratique. En outre, des pensions sont proposées aux personnes âgées, des allocations pour un programme de garantie de l'emploi rural, des prêts à la consommation sans intérêt accordés par des groupes de femmes, des lignes d'assistance téléphonique pour apporter un soutien psychologique, des lignes d'assistance téléphonique pour les victimes de violence domestique, l'annulation des dettes, le paiement des factures d'électricité et d'eau et un soutien financier pour 5,5 millions de travailleurs-ses salariés par le biais des commissions de protection des travailleuses.

Nouvelle-Zélande³

En Nouvelle-Zélande, lorsque la première ministre Jacinda Ardern a annoncé sa stratégie nationale de fermeture des frontières, « Go hard, go early », elle l'a fait en faisant preuve d'honnêteté, d'autorité et d'empathie. Elle a donné des explications scientifiques et médicales claires et a également reconnu le sacrifice que le gouvernement demandait au pays et à ses citoyen-ne-s dans le cadre de ces mesures. Le leadership d'Ardern s'est caractérisé par sa détermination et sa persévérance à minimiser les décès et à préserver les moyens de subsistance. Le gouvernement néo-zélandais a persisté dans son engagement en faveur d'une approche scientifique, en écoutant et en se laissant guider par les avis scientifiques, les faits, les preuves et les personnes ayant une expertise pertinente pour prendre des décisions. Il a mis l'accent sur la mobilisation de l'effort collectif en informant, en éduquant et en rassemblant afin de minimiser les décès et de préserver au maximum les moyens de subsistance. Le gouvernement a également mis l'accent sur les actions qui permettent de faire face à la pandémie. Cela s'est matérialisé par une série d'initiatives, parfois créatives, axées sur l'acquisition de connaissances et de compétences utiles pour survivre à la pandémie, sur la gentillesse et sur la satisfaction des besoins pratiques et émotionnels. Par exemple, le gouvernement a établi différents niveaux d'alerte, qui définissent les différentes règles et restrictions applicables en fonction du risque de transmission communautaire, un régime de subventions salariales qui ne nécessite en principe qu'une brève déclaration pour que les employeurs y aient accès et un ensemble de mesures d'enseignement à domicile, qui comprend des ressources d'apprentissage, des ordinateurs portables, des modems lorsque cela est nécessaire. Ces ressources sont livrées directement aux foyers pour aider les parents et éviter les décrochages scolaires des enfants. Enfin, deux chaînes de télévision ont été créées pour accompagner les processus d'apprentissage en ligne. L'apparente volonté du gouvernement de faire tout ce qui est en son pouvoir pour minimiser les décès et préserver au maximum les moyens de subsistance, même si cela implique des changements radicaux dans les politiques et les pratiques gouvernementales, a renforcé le niveau de confiance dans l'engagement des dirigeants envers cet objectif commun.

³ Extrait de Suze Wilson, « Le leadership en temps de pandémie : Leçons tirées de l'approche de la Nouvelle-Zélande pour gérer la pandémie de COVID-19 », (2020)

Taiwan

À Taïwan, la présidente Tsai Ing Wen a mené un processus de défense rapide et efficace contre la pandémie de coronavirus, malgré la proximité de la Chine, l'absence de reconnaissance diplomatique de son pays par un grand nombre de nations et le fait qui n'est pas membre de l'Assemblée générale de l'OMS. Au moment où la nouvelle de l'apparition du coronavirus commence à se répandre à Wuhan, les responsables du Centre national de commandement sanitaire (NHCC) de Taïwan (créé suite à l'épidémie de SRAS, en 2003) ont réagi rapidement à la menace potentielle. Entre janvier et février 2020, Taïwan a proposé et mis en œuvre 124 mesures efficaces, comme le contrôle des frontières, l'interdiction de voyager dans de nombreuses régions de Chine, l'augmentation de la production nationale de masques pour assurer l'approvisionnement et la distribution au niveau local, le déploiement de tests de dépistage du coronavirus à l'échelle nationale, la réalisation de nouveaux tests pour les personnes souffrant de pneumonies inexplicables et l'utilisation de la technologie pour suivre et enquêter sur les épidémies et infections, pour ne citer que quelques-unes d'entre elles. La couverture universelle de santé, créé à l'aide un système d'assurance maladie national et similaire au système à payeur unique appliqué dans certains pays, a également joué un rôle important. Ce système prend en charge tous les soins médicaux, comme les soins ambulatoires, les soins hospitaliers et les soins aux patients souffrant d'une infection de COVID-19, afin que ces derniers n'aient pas à se soucier des frais médicaux encourus durant le traitement. Grâce à cette couverture médicale complète, les citoyen-ne-s n'hésitent pas à se faire soigner. Ce système d'assurance maladie national est en place à Taïwan depuis 1995, ce pays dispose donc d'un système de santé efficace, bien équipé et bien préparé pour faire face à l'épidémie de COVID-19 avant même qu'elle ne devienne une pandémie.

Aujourd'hui, Taiwan reste l'un des pays les moins touchés par la pandémie avec seulement 573 cas d'infection



et 7 décès (au 7 novembre 2020). Ce pays a également assuré son approvisionnement en masques qu'il a même partagé avec d'autres pays.

Le point commun entre les différents exemples que nous venons de citer, c'est que ces pays sont dirigés par des femmes, et que ces femmes ont été élues par un processus démocratique, qu'elles ne font pas partie d'une dynastie politique ou d'une élite dirigeante. Ces leaders féminins ont adopté des principes et des modèles de leadership que les organisations féministes défendent et préconisent depuis longtemps, en s'appuyant sur un système de gouvernance plus responsable, démocratique, collaboratif et attentionné déjà en place dans le pays.

Les réponses féministes à la pandémie ne consistent pas seulement à « ajouter des femmes et à attendre ». Il s'agit de faire preuve de leadership, de solidarité tout en s'appuyant sur une approche et un système de gouvernance bien structurés. Il est aussi essentiel de pouvoir s'appuyer sur un système de gouvernance démocratique et responsable. Ce dernier exemple nous montre notamment que les démocraties fortes qui affichent des valeurs égalitaires sont plus susceptibles d'impulser un élan collaboratif, au lieu de profiter des crises pour imposer la tyrannie. Et bien que ces exemples et ces leaders ne soient pas parfaites et n'incarnent peut-être pas tout ce que nous, activistes féministes, exigerions en termes de changement systémique et structurel, ils symbolisent à merveille le potentiel et l'efficacité du leadership féministe, et laissent présager des bienfaits d'un avenir résolument plus féministe.



Politiques et plans de relance féministes

Certaines régions du monde ont vu l'émergence de plans de relance féministes ou de politiques menées par des mouvements féministes, parfois en collaboration avec des décideurs politiques.

En avril 2020, Hawaï'i a marqué l'Histoire. Le gouvernement de l'île est le premier à s'être explicitement engagé à donner la priorité à l'égalité des sexes dans son plan de relance post-Covid-19, par le biais d'un plan de relance féministe intitulé « [Building Bridges, Not Walking on Backs : A Feminist Economic Recovery Plan for Covid-19](#) ». (Construisons des ponts et avançons, un plan de relance économique féministe post-Covid-19. Cette proposition (issue de la collaboration entre la Commission d'État sur la condition de la femme Hawaï'i, les activistes et les mouvements féministes de l'île) incarne un immense espoir pour l'avenir et apporte des propositions politiques concrètes. Ces propositions politiques comprennent, entre autres, un revenu de base universel, des investissements dans les infrastructures sociales (garderies d'enfants, éducation et santé) plutôt que dans des projets d'infrastructure plus traditionnels comme le développement du secteur militaire, touristique et de l'industrie du luxe afin de booster l'économie. Elles proposent la gratuité des garderies d'enfants et des soins aux personnes âgées à long terme, et des salaires justes pour les personnes travaillant dans ce secteur. De telles mesures permettraient ainsi de soulager les femmes d'un rôle non rémunéré qu'elles assument encore trop souvent. Parmi ces propositions figure aussi la couverture santé des migrant·e·s, un niveau de salaire décent pour le personnel de nettoyage et un salaire minimum de près de 25 dollars de l'heure pour les mères célibataires, parmi de nombreuses autres politiques qui ne se concentrent pas seulement sur les inégalités entre les sexes, mais aussi entre les races et les classes sociales.

Au Canada, [le Plan de relance économique féministe pour le Canada](#) a été élaboré conjointement par la Young Women's Christian Association (YWCA) Canada et l'Institute for Gender and the Economy de la Rotman School of Management de l'université de Toronto. Ce plan propose une feuille de route en 8 points pour faire face aux effets économiques dévastateurs de la pandémie, et il propose des moyens d'améliorer la sécurité financière des femmes, des personnes bispirituelles et des personnes de genre variant. Alors que le Canada passe d'un état d'urgence à la reprise post-pandémique, ce plan met l'accent sur les piliers suivants afin de mettre en place une économie inclusive :

1. **Intersectionnalité : Comprendre le pouvoir en recueillant des données désagrégées et intersectionnelles, et en mettant l'accent sur l'analyse et les cadres relatifs au genre dans l'élaboration et l'évaluation des politiques.**
2. **S'attaquer aux causes profondes du racisme systémique grâce à la mise en œuvre des programmes de soutien aux peuples indigènes, et plus particulièrement aux femmes, aux filles et aux personnes 2SLGBTQQIA, et en appliquant les recommandations de divers organismes pour remédier au racisme anti-noir.**
3. **Les métiers de soins sont essentiels à notre société, ils devraient donc être financés et accompagnés par des programmes d'apprentissage et de garde des jeunes enfants, en soutenant le travail du personnel soignant et des**

travailleurs-ses migrant-e-s lors de la mise en place de plans de récupération post-pandémique, et en intensifiant la collecte de données à ce sujet.

4. Investir dans les emplois utiles en passant de lois pour les protéger et en abaissant les conditions d'admissibilité à l'assurance-chômage.
5. Lutter contre la « pandémie invisible » en définissant un plan d'action national contre les violences sexistes, en mettant l'accent sur les femmes des communautés indigènes et LGBTQ et en s'attaquant au racisme et aux crimes haineux.
6. Soutenir les petites entreprises grâce à divers programmes de financement, en concertation avec les communautés indigènes et en mettant l'accent sur le soutien aux communautés sous-représentées.
7. Renforcer les bases de la reprise en proposant des logements abordables et des infrastructures d'eau potable, en s'attaquant à la fracture numérique dans les communautés rurales.
8. Diversifier les décideurs en créant un organe spécifique, en garantissant l'équilibre entre les sexes et une représentation intersectionnelle dans les groupes de travail, et en investissant dans les organisations de la société civile.

En Autriche, un plan de relance économique féministe a été développé par Femme Fiscale, un réseau de mouvements et d'organisations féministes travaillant sur des politiques économiques et budgétaires féministes dans ce pays. Il s'agit d'un plan d'investissement public concret qui propose trois programmes d'investissement axés sur les axes suivants : la garde des enfants et l'éducation, la santé et la prise en charge des personnes âgées, et enfin la solidarité, la volonté de sauver des vies. Ce plan de relance économique comprend des propositions féministes pour le financement, comme des méthodes permettant de garantir la contribution des plus riches. Le plan de relance économique féministe pour l'Autriche propose une alternative aux politiques du gouvernement autrichien qui n'a pas été en mesure d'aider les personnes les plus touchées par la pandémie et qui ne parvient pas à mettre en place la transition vers une économie gouvernée par l'éthique du care. Le principal outil de plaidoyer de Femme Fiscale est une pétition lancée pour demander au gouvernement et au Parlement d'adopter le Plan de relance féministe.



En Irlande du Nord, un plan de relance féministe a été élaboré par le Women's Policy Group Northern Ireland (WPG), une plateforme permettant aux femmes travaillant dans le domaine de la politique et de la défense des droits au sein de différentes organisations de partager leur travail et de parler d'une seule voix sur les questions clés. Ce plan propose différentes recommandations pour une reprise post-COVID-19. Les représentants élus et les décideurs doivent prendre en considération les inégalités institutionnalisées qui existent, et planifier la reprise avec les communautés les plus touchées. Ces recommandations porteront sur la justice économique, la santé, la justice sociale, l'égalité, les implications du Brexit et quelques exemples de bonnes pratiques internationales. Le plan contient 4 piliers : **la justice économique, la santé, la justice sociale et le pilier culturel.**

De nombreux autres plans et propositions de relance féministes ont vu le jour au moment de la rédaction de cette boîte à outils, comme ceux des [United Kingdom Women's Budget Groups](#), des [Women in Development Europe \(WIDE\)](#) en Suisse et des groupes féministes d'Argentine. D'autres verront probablement le jour, à mesure que les mouvements féministes plaident pour une réponse et une relance post-pandémique plus féministes.

Tous ces exemples illustrent donc l'importance du leadership féministe à travers le monde. Le leadership féminin est présent à différents niveaux de notre société, pas uniquement en politique, de nombreuses femmes dirigent nos communautés, nos foyers, nos usines, etc. Il existe bien d'autres exemples de leadership féministe menés par des activistes et des organisations féministes, des travailleurs-ses à domicile qui demandent constamment des comptes aux grandes entreprises multinationales, aux collectifs de travailleurs-ses du sexe qui militent pour obtenir du soutien et qui fournissent du matériel de secours aux autres membres de leur communauté, aux femmes journalistes en milieu rural et aux radios communautaires qui racontent le quotidien des personnes vivant dans des régions et des lieux éloignés. D'autres histoires sont disponibles sur la page de récits féministes de notre site [Web Feminist Response to COVID-19](#).

Les exemples que nous venons de passer en revue illustrent le fait que le leadership féministe représente une alternative plausible, que les gouvernements qui en tiennent compte peuvent bénéficier d'une force de proposition juste et équitable, fondée sur les droits humains pour aspirer à un avenir meilleur, au sortir de cette pandémie.

Plan et actions



Un guide de défense des droits des femmes, et pour un avenir résolument féministe

Cette section de la boîte à outils vise à traduire les [six principes de la réponse féministe à la COVID-19](#) en orientations et en recommandations qui permettront d'élaborer des politiques et des revendications capables d'influencer et de changer les systèmes actuels, d'influer l'élaboration de politiques et la prise de décisions à cet égard. Elle traduit le projet féministe du Collectif en actions politiques concrètes, pour un avenir meilleur. Ces propositions ne sont pas nouvelles, beaucoup ont également été défendues par divers membres du collectif, des alliés, mais aussi d'autres mouvements sociaux et populaires, dans différents contextes et à différents niveaux. Ces propositions ne sont pas non plus exhaustives. D'autres propositions et recommandations émergeront au fur et à mesure que les mouvements féministes et leurs alliés continuent à se lancer dans de nouvelles réflexions, à chercher de nouvelles idées et recommandations pour un avenir féministe.

Le système dans lequel nous vivons s'effondre. Ce modèle patriarcal, descendant, néolibéral, centré sur la croissance économique nous a conduit aux crises multiples que nous vivons actuellement. Ce système actuel n'est plus envisageable, il est inconcevable de continuer à vivre ainsi. Il est temps de passer à quelque chose de nouveau.

***Que veulent les féministes ?
Un changement de système!***



Principe : Les mesures de lutte contre la COVID-19 doivent se concentrer sur le bien-être de tous



La demande des féministes : La fin de l'austérité et l'engagement en faveur d'un système de protection sociale universel

La protection sociale universelle fait référence à un système de politiques et de programmes défini au niveau national qui offre un accès équitable à toutes les personnes et les protège tout au long de leur vie de la pauvreté et des risques qui pèsent sur leurs moyens de subsistance et leur bien-être. Il existe une série de politiques, de mécanismes et de pratiques spécifiques qui relèvent des services universels de protection sociale. L'aspect essentiel de toutes ces mesures et de la protection sociale universelle est qu'elles offrent une couverture universelle, indépendamment du sexe, de l'orientation sexuelle, de l'origine ethnique, de la religion ou de la race de la personne. Chaque citoyen-ne-s doit disposer d'une protection complète en cas de perte de revenus, en cas de maladie, d'accidents, etc. En raison de l'augmentation des migrations et de l'interconnexion d'une grande partie du monde, les protections sociales universelles doivent également tenir compte de cette mobilité et de ces migrations, être équitables et prendre en compte les préjudices et réparations du passé.

La protection sociale universelle est un droit humain. C'est également un objectif politique que l'on retrouve dans de nombreuses normes internationales relatives aux droits humains et dans des engagements mondiaux tels que l'article 22 de la Déclaration universelle des droits humains, les Objectifs de développement durable (ODD) 1.3 et les normes de l'Organisation internationale du travail (OIT). La réalisation d'une protection sociale universelle est donc un devoir, une obligation pour tous les gouvernements du monde entier. Elle est essentielle pour parvenir à un développement durable, réduire la pauvreté, toutes les formes d'inégalités, mettre fin à la discrimination et construire une société plus juste et plus équitable.



Malgré cela, de nombreux pays n'ont pas réussi à créer une protection sociale à leur population. Voilà pourquoi, avant la pandémie de coronavirus, seulement 45 % de la population mondiale étaient effectivement couverte par au moins une prestation de protection sociale, tandis que les 55 % restant-e-s (4 milliards de personnes) n'étaient pas protégé-e-s et ne bénéficiaient d'aucune forme de protection sociale⁴. Comme les femmes travaillent en grande partie dans l'économie informelle, dans des métiers de service à la personne et de soin non rémunérés, l'absence d'une protection sociale universelle ou la présence de mesures liées aux conditions d'emploi formelles désavantage inévitablement les femmes et d'autres groupes marginalisés, comme les migrant-e-s et les réfugié-e-s.

La pandémie de coronavirus a exacerbé la marginalisation et les inégalités qui existaient déjà tout en mettant en évidence la nécessité et l'importance d'une protection sociale universelle. À l'exception de quelques pays dotés de systèmes de protection sociale solides et complets, beaucoup luttent pour préserver la vie et les moyens de subsistance de tous ceux qui sont touchés par la pandémie, qu'il s'agisse de répondre aux besoins d'accès aux services de santé, aux conséquences de la quarantaine, du confinement, de la perte d'emploi, de revenus ou de moyens de subsistance des personnes.

Cependant, la pandémie a également rendu soudainement possible l'idée d'une protection sociale universelle, auparavant jugée impossible par nos gouvernements. Entre février et octobre 2020, 209 pays et territoires ont introduit au moins 1496 mesures⁵ en réponse à la pandémie de coronavirus. Un nombre notable de pays ont étendu leurs programmes, notamment aux travailleurs-ses de l'économie informelle, et supprimé diverses obligations et conditions pour faciliter l'accès.

Cela démontre que la mise en place d'une protection sociale universelle est loin d'être inconcevable. Les détracteurs de la protection sociale universelle font souvent valoir que celle-ci n'est ni politiquement faisable ni financièrement réaliste - ce qui conduit à l'absence de financement des protections sociales universelles ou à un recours au financement du secteur privé ou aux partenariats public-privé (PPP). Mais, en fait, de nombreuses alternatives de financement public sont disponibles, même pour les pays les plus pauvres. Il est encore plus évident que le plus grand défi auquel sont confrontées les dépenses de protection sociale n'est pas tant le manque de ressources que le choix des politiques publiques⁶, comme celles inspirées par les conditionnalités des institutions financières internationales et le soutien tacite des États au profit plutôt qu'aux personnes, dans le cadre économique néolibéral, aussi bien au niveau national qu'international. Il est donc important de s'assurer que bon nombre de ces mesures qui ont été introduites ne seront pas des mesures provisoires, qu'elles seront maintenues dans les systèmes de protection nationaux et qu'elles ne seront pas remplacées par un retour à des mesures d'austérité après la pandémie. Les arguments selon lesquels la protection sociale universelle n'est pas réaliste financièrement et politiquement n'est donc plus recevable.

⁴ Rapport mondial de l'OIT sur la protection sociale 2017-19. Une protection sociale universelle pour atteindre des objectifs de développement durable

⁵ [Base de données des Réponses de l'OIT en matière de protection sociale à la crise de COVID-19 dans le monde.](#)

⁶ Ortiz, I., Cummins, M. et Karunanethy, K., 2015. Espace fiscal pour la protection sociale et les ODD : Les options pour développer les investissements sociaux dans 187 pays, ESS Working Paper 48, Bureau international du travail, Genève

Que veulent les féministes ?

- Garantir une protection sociale universelle par le biais d'une série de mécanismes et de politiques comme le revenu de base universel, la protection et l'extension de la sécurité sociale à tous les citoyen-ne-s, pendant et après la crise, même aux citoyen-ne-s de l'économie informelle, l'amélioration de la protection des revenus et des régimes non contributifs, les allocations familiales universelles, la couverture universelle de la maternité, les retraites universelles, etc.
- La fin des mesures d'austérité que de nombreux gouvernements et institutions financières internationales continuent de prescrire et de mettre en œuvre, malgré les preuves qui confirment à quel point ces politiques ont sapé le progrès économique et social, comme le respect des droits fondamentaux des femmes, et cela ne fera que s'aggraver si elles sont à nouveau appliquées pendant et après la pandémie.
- L'utilisation de financements publics alternatifs pour la protection sociale universelle, comme la réaffectation des dépenses publiques, l'augmentation des recettes fiscales, notamment sur les riches et par le biais de la fiscalité directe, l'élargissement de la couverture de la sécurité sociale et des recettes contributives, l'élimination des flux financiers illicites, l'utilisation des réserves fiscales et de change, la gestion de la dette, c'est-à-dire l'emprunt ou la restructuration de la dette existante, et l'adoption d'un cadre macroéconomique plus accommodant. Nous devons refuser de nous tourner vers le secteur privé et les partenariats public-privé (PPP) pour financer et pérenniser une protection sociale universelle.



Principe : Les mesures prises face à la COVID-19 doivent protéger la santé et la sécurité de tous, mais aussi les droits sexuels et génésiques des personnes



La demande des féministes : Couverture universelle de santé

Un système de santé publique qui offre une couverture sanitaire universelle grâce à laquelle toute personne peut recevoir les services de santé, les médicaments et les vaccins dont elle a besoin (quels que soient son statut professionnel, son sexe, son orientation sexuelle, sa race, sa religion, sa situation géographique et son statut migratoire) sans faire face à des difficultés financières pour les payer.

Un tel système de santé publique impliquerait l'intervention de l'État en tant que responsable de la prestation des soins de santé. Donc, bien que la présence de prestataires privés ne nuit pas au secteur de la santé, l'offre de services de santé doit rester publique et dépendre de l'État, quelle que soit la nature des prestataires. L'affirmation selon laquelle la privatisation et la commercialisation stimulent la concurrence et améliorent la qualité et l'efficacité des services de santé a également été contredite par le fait que les services de santé privés sont généralement plus chers et moins accessibles que les services de santé publics.

La pandémie de coronavirus a déclenché une forte augmentation de la demande mondiale de services de santé et de la capacité des pays à accroître d'urgence leur capacité à tester, tracer et traiter les patients atteints de COVID-19 tout en maintenant leurs services de santé essentiels, comme les services de santé sexuelle et génésique. Cette situation a mis à rude épreuve les systèmes de santé publique à travers le monde, dont la situation s'est encore aggravée après des années de sous-financement et de coupes budgétaires, entraînant une pénurie de personnel de santé, en majorité des femmes, et une augmentation du nombre de soignants non rémunérés, qui sont aussi essentiellement des femmes⁷. Même avant la pandémie, l'OMS avait prévu un déficit de 18 millions de travailleurs-ses de santé d'ici 2030 pour répondre à la couverture sanitaire universelle et aux ODD. Une enquête menée par l'Internationale des services publics (ISP) auprès des syndicats de santé a indiqué que 56,5 % des personnes interrogées n'ont reçu aucun équipement de protection individuelle adéquat durant la pandémie. Selon une autre étude réalisée par le FNUAP au début de l'année, 47 millions de femmes à travers 114 pays à faible et moyen revenu ne pourront pas utiliser de contraceptifs modernes en raison du confinement de leur pays ou région. On peut dire que les pays disposant d'une couverture médicale universelle ou ceux où les autorités de santé publique jouent un rôle dominant (comme la Corée du Sud, Taiwan ou l'Australie) ont obtenu de meilleurs résultats durant la pandémie.

À la lumière de cela, un certain nombre de pays et de gouvernements locaux ont pris des mesures visant soit à nationaliser leurs prestataires de services de santé privés, soit à reprendre les ressources et les installations du secteur privé, souvent au prix coûtant

⁷ Consultez le rapport de Women in Global Health, « [COVID-19 La sécurité sanitaire mondiale dépend des femmes : Rééquilibrage d'un contrat social inégal pour les femmes](#) », (2020).

⁸ Voici l'article de TheJournal.ie « [Leshôpitaux privés seront nationalisés pendant toute la durée de la pandémie de coronavirus](#) », (2020).

et sans profit pour le secteur privé. L'Irlande et l'Espagne ont nationalisé les hôpitaux du secteur privé, le ministre irlandais de la santé a déclaré⁸ que son pays doit « proposer une égalité de traitement, les patients atteints de ce virus seront traités gratuitement, et ils seront traités dans le cadre d'un service hospitalier national unique ».

Il est donc clair que les prestataires de santé du secteur privé ne peuvent et ne doivent pas être le principal fournisseur de réponses à la pandémie de coronavirus ou à toute future pandémie, car de telles crises requièrent inévitablement des réponses et des approches à l'échelle de l'ensemble du gouvernement et de la société. Il est aussi évident que de nombreux systèmes de santé publique sont soit mal équipés, soit sous-financés pour y faire face.

Nombre de nos systèmes de santé actuels n'auraient pas été aussi mal préparés à la pandémie s'ils avaient été suffisamment financés et dotés de ressources, si les gouvernements avaient légiféré pour disposer de professionnels de santé et du nombre de lits adéquats par rapport au nombre de patients et si les pays avaient veillé à disposer de la capacité technologique et de l'infrastructure nécessaires pour produire des EPI, du matériel médical, mener des recherches médicales et produire des vaccins et des traitements. La pandémie a donc montré à quel point le système de santé publique et ses travailleurs-ses sont essentiels à notre survie et combien il est important pour nous de disposer d'un système de santé efficace et polyvalent.

Que veulent les féministes ?

- Un système de santé publique offrant une couverture médicale universelle qui garantit l'accès aux médicaments, vaccins et services et respectant la logique des droits humains en fournissant des services disponibles, accessibles, acceptables et de qualité, ce qui signifie en outre : 1) qu'il existe un nombre adéquat d'installations et de services de santé en état de fonctionnement, avec un personnel médical et professionnel formé et des prestataires formés et disponibles pour proposer tout type de soins et services de santé, comme les services de santé sexuelle et génésique ; 2) que tous les services de santé, y compris ceux liés à la santé sexuelle et génésique, soient accessibles et abordables pour tous, sans discrimination ni barrières procédurales, géographiques, financières ou sociales, et qu'aucun manque d'informations n'entrave l'accès à ces services ; 3) tous les établissements et services de santé sont acceptables, respectueux et sensibles à la culture des individus, des minorités, des peuples et des communautés, sensibles au sexe, à l'âge, au handicap, à la diversité sexuelle et aux exigences du cycle de vie, sans aucun préjugé, jugement, stigmatisation ou discrimination ; et enfin 4) les soins et services de santé sont fondés sur des preuves et scientifiquement et médicalement appropriés, les médicaments et les équipements sont scientifiquement approuvés et non périmés et le personnel de santé est formé de manière à garantir la qualité des services proposés.
- La fin de la privatisation rampante, des partenariats public-privé (PPP) et de l'externalisation des services de santé au secteur privé, qui a eu un impact dévastateur sur l'accès universel à des services de santé de qualité pour les patients, sur les conditions de travail des travailleurs-ses de santé et sur la viabilité financière des systèmes de santé.
- Suspension des règles de propriété intellectuelle par le biais des accords ADPIC et ADPIC plus et promotion du partage de la propriété intellectuelle existante ou de la renonciation aux droits de propriété intellectuelle afin de lutter contre la

pénurie aiguë d'équipements médicaux et de médicaments afin de développer des traitements contre le coronavirus.

- Accroître les ressources et le financement de la couverture universelle des services de santé, étendre le dépistage et les traitements de COVID-19 notamment en mettant le dépistage de COVID-19 entre les mains des femmes, en veillant à ce que les dispositions relatives aux services de santé essentiels soient maintenues, en particulier pour les services de santé sexuelle et génésique. Pour de nombreux pays, cela peut se faire en réorientant des budgets qui étaient auparavant consacrés à l'armée ou à la défense ou au développement d'infrastructures haut de gamme
- Les gouvernements doivent considérer les services de santé comme un droit humain, une obligation de l'État et mettre fin à la marchandisation et à la commercialisation des services de santé en éliminant les frais d'utilisation et en réglementant le secteur privé de la santé, en renforçant les autorités et les organismes de santé publique, en finançant de manière adéquate, en protégeant et en garantissant que les travailleurs-ses de première ligne bénéficient de conditions de travail sûres et décentes et en accordant une attention explicite au rôle et au leadership des femmes en tant que travailleuses de première ligne dans le domaine de la santé.



La demande des féministes : Mettre fin à la violence sexuelle et sexiste

La pandémie de coronavirus a un effet dévastateur sur tous les peuples, et plus particulièrement sur les femmes, les filles, les communautés et personnes marginalisées, comme les migrant-e-s, les communautés indigènes, les personnes handicapées et les personnes LGBTIQ+. Elle menace également de réduire à néant des décennies de progrès en matière d'égalité des sexes et de droits des femmes. Si les données

d'analyse de genre, qui permettent de comprendre exactement où, comment et qui est touché par la crise, sont et seront toujours collectées, il existe suffisamment de statistiques préliminaires et d'histoires concrètes qui révèlent comment les femmes et les filles subissent le pire de l'impact de la pandémie. Les expériences et les récits recueillis sur le terrain révèlent que la prévalence de la violence à l'égard des femmes et de la violence sexiste est plus élevée et en augmentation, que la pandémie a été aggravée par les quarantaines, les limitations de déplacements, les pertes de revenus et de moyens de subsistance qui isolent les femmes avec leurs agresseurs ou leur refusent l'accès aux services et au soutien qui contribuent à réduire les violences sexistes.

En avril 2020, le FNUAP avait prévu que si les confinements se poursuivaient pendant 6 mois, on pourrait s'attendre à 31 millions de cas supplémentaires de violence sexiste, et que pour chaque trimestre de prolongement, il faut s'attendre à 15 millions de cas supplémentaires⁹.

En dehors du domaine privé, de nombreux appels à un cessez-le-feu mondial pour « créer des couloirs d'aide vitaux, ouvrir des fenêtres précieuses pour la diplomatie » et faciliter l'arrêt de la propagation de COVID-19 parmi les populations vulnérables dans les pays déchirés par la guerre, dans les zones de conflit n'ont pas été entendus. L'impact de la pandémie sur les femmes dans les contextes de conflit est particulièrement préoccupant.

⁹ [Impact de la pandémie de COVID-19 sur l'accès aux services de planification familiale et sur l'éradication des violences sexistes, des mutilations génitales féminines et des mariages d'enfants](#), UNFPA, (2020).

¹⁰ [Transcription de la rencontre virtuelle du Secrétaire général avec la presse sur l'appel à un cessez-le-feu](#), (2020)

Que veulent les féministes ?

- Les gouvernements doivent continuer à soutenir, à proposer et à financer entièrement les services visant à prévenir, réduire et combattre les violences sexistes. Les gouvernements doivent continuer à fournir ou, dans de nombreux cas, augmenter les ressources allouées pour apporter un soutien, des conseils et des soins post-VBG pendant et après la pandémie.
- Les réponses nationales des gouvernements à la pandémie de coronavirus doivent intégrer des stratégies de prévention contre les violences sexistes - en ligne et hors ligne, inclure des communications spécifiques au public pour que le respect de la justice et de l'État de droit ne soit pas suspendu pendant les périodes de confinement et de couvre-feu, élaborer des politiques et des lois pour garantir la sécurité des femmes en ligne et mettre fin à toute militarisation, conflit et guerre en cours.
- Les gouvernements doivent se conformer à l'appel à un cessez-le-feu mondial, comme le prévoit la résolution 2532 du Conseil de sécurité adoptée à l'unanimité le 1er juillet 2020. La résolution exige une cessation générale et immédiate des hostilités dans toutes les situations inscrites à son ordre du jour et soutient les efforts entrepris par le Secrétaire général, ses représentants et envoyés spéciaux à cet égard. La mise en œuvre du cessez-le-feu devrait se fonder sur les engagements pris dans la résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations unies et les autres résolutions qui font partie du programme « Women, Peace and Security ».



Principe : Les mesures prises face à la COVID-19 doivent promouvoir un changement de paradigme global, en s'appuyant sur un financement adéquat et équitable



La demande des féministes : Un financement juste et équitable pour le développement

La réalisation d'un développement juste et équitable, d'un système de santé publique universel, d'une sécurité sociale universelle, de biens publics et de biens communs requiert naturellement de l'argent. Au cours des dernières décennies, le secteur privé et le financement privé sont devenus la principale source de financement du développement. Cette évolution vers le secteur privé dans le financement du

développement est fondée, d'une part, sur l'affaiblissement de la mobilisation par l'État de ses propres ressources intérieures et, d'autre part, sur l'hypothèse incontestée selon laquelle des flux financiers privés plus importants vers les pays en développement sont un moyen efficace de soutenir le développement, quelles que soient les conditions dans lesquelles ils s'effectuent.

En effet, il ne fait aucun doute que le secteur privé (en particulier les petites et moyennes entreprises (PME) qui représentent la plus grande part de l'emploi, dont les deux tiers de tous les emplois formels dans les pays en développement, particulièrement pour les femmes) est crucial pour le développement, car il crée des emplois, fournit des biens et des services essentiels, et c'est une source de recettes fiscales. Cependant, le modèle actuel de financement du développement vise clairement à privilégier les grandes multinationales qui ont un impact positif beaucoup plus discutable sur le développement, sans parler du développement durable et des droits humains.

Chaque année, une énorme quantité d'argent quitte les pays en développement en raison de la fraude et de l'évasion fiscales des entreprises. Les paradis fiscaux coûtent collectivement aux gouvernements entre 500 et 600 milliards de dollars par an, selon les estimations, vi des moyens légaux et un peu moins légaux. Sur ce revenu potentiel, environ 200 milliards de dollars ont été perdus pour les pays en développement, ce qui contraste avec le PIB des pays en développement et les quelque 150 milliards de dollars que les pays en développement reçoivent au titre de l'aide étrangère au développement. Une étude récente d'Action Aid a révélé que 20 pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique du Sud sont privés de 2,8 milliards de dollars d'impôts par les trois grandes entreprises technologiques mondiales - Microsoft, Alphabet Inc (société mère de Google) et Facebook en raison de règles fiscales mondiales inéquitables. Ces chiffres ne sont probablement que la partie émergée de l'iceberg, étant donné le peu d'informations dont on dispose sur les taxes que ces entreprises paient réellement et les bénéfices accrus que ces entreprises, ainsi que de nombreuses autres entreprises technologiques, ont réalisés au cours de cette pandémie de coronavirus. Ces 2,8 milliards de dollars auraient pu financer les 729 010 infirmières ou 770 649 sages-femmes dont ces pays ont tant besoin chaque année¹¹.

¹¹ Voir l'article d'Action Aid, « [Le déficit fiscal de 2,8 milliards de dollars mis en évidence par ActionAid révèle la partie émergée de l'iceberg de la facture fiscale des grandes entreprises technologiques dans le Sud](#) », (2020).

De nombreux pays manquent énormément de ressources pour éliminer les barrières tarifaires, comme l'exigent la libéralisation des échanges et le remboursement de la dette, alors que le nombre de vautours et de fonds privés augmente avec le transfert de la dette des banques vers les marchés financiers. Les pays en développement devraient avoir remboursé une part importante de leur dette publique extérieure en 2020-2021, entre 2000 et 2300 milliards de dollars pour les pays en développement à revenu élevé et entre 600 et 1000 milliards de dollars pour les pays en développement à revenu moyen et faible. Dans le même temps, les actionnaires milliardaires, qui détiennent la plus grande partie des actions des entreprises et qui ont profité de cette crise, ont vu leur richesse personnelle augmenter de plus de 500 milliards de dollars rien qu'aux États-Unis au cours des premiers mois de la pandémie. Le FMI, quant à lui, refuse même d'envisager la vente d'une partie de ses réserves d'or - 7 % seulement de celles-ci généreraient un bénéfice de 12 milliards de dollars, ce qui suffirait à annuler les dettes des 73 pays les plus pauvres jusqu'à la fin de 2021 et laisserait quand même à l'organisation domiciliée à Washington la bagatelle de 26 milliards de dollars d'or de plus qu'au début de l'année¹².

Il existe sans doute des sources de financement de développement plus équitables que le secteur privé, comme des politiques fiscales progressives et justes, ou une mobilisation renforcée des ressources intérieures.

Face à la pandémie de coronavirus, les gouvernements du monde entier devront mobiliser une quantité énorme de ressources pour faire face à la crise sanitaire et économique, afin d'offrir une protection sociale et des services de santé universels. Le monde ne manque pas de ressources, il doit simplement redistribuer ce dont il dispose déjà.

Que veulent les féministes ?

- **Au niveau national, les gouvernements peuvent légiférer et renforcer la mobilisation de leurs ressources intérieures en prenant des mesures pour imposer les entreprises et les personnes les plus riches du pays. Ces taxes devraient être progressives, elles devraient cibler les énormes profits des multinationales, le 1 % de riches et s'assurer que les taxes ne sont pas renvoyées aux gens ordinaires.**
- **La relance économique et les plans de relance devraient être axés sur l'apport de fonds et de ressources aux petites et moyennes entreprises, aux femmes et à la communauté, et non aux grandes multinationales ou aux industries des combustibles fossiles.**
- **Au niveau mondial, les gouvernements doivent s'engager ensemble à l'élaboration d'un cadre fiscal international qui puisse obliger toutes les entreprises à rendre compte publiquement de leurs finances dans chaque pays, à payer leurs impôts, à ne pas rechercher les pays où les impôts sont les plus faibles, à mettre fin aux paradis fiscaux, et à créer un organe fiscal intergouvernemental universel au sein des Nations unies. Un processus dirigé par les Nations unies (par opposition à un processus dirigé par l'OCDE, qui a échoué jusqu'à présent) serait plus démocratique et constituerait une étape essentielle vers un système mondial cohérent de règles fiscales qui irait dans l'intérêt de tous les pays, comme les pays les plus pauvres qui risquent de perdre le plus de recettes fiscales, et vers la fin de la dangereuse « course vers le bas » en matière d'avantages fiscaux.**

¹² Voir l'article du Guardian, « [Les militant-e-s exhortent le FMI à vendre son or pour alléger la dette](#) », (2020).

- **Annulation inconditionnelle des paiements de la dette publique extérieure par tous les prêteurs (bilatéraux, multilatéraux et privés) pour tous les pays dans le besoin, au moins pour les quatre prochaines années. Et un cadre équitable, transparent, contraignant et multilatéral pour la résolution de la crise de la dette qui traite de la dette insoutenable et illégitime sous les auspices de l'ONU, et non dans un processus ou une institution dominée par les prêteurs.**
- **Le FMI doit vendre une partie de son stock d'or pour couvrir le remboursement de la dette des pays les plus pauvres du monde durant les 15 prochains mois. De telles ventes d'or aideraient les pays les plus vulnérables à faire face au choc du Covid-19 et ouvriraient la voie à un accord plus large sur la dette.**



La demande des féministes : Transformation du système et du paradigme économiques actuels

La politique économique actuelle a laissé tomber la plupart des populations du monde, et plus particulièrement les femmes et les filles, avant même la pandémie. Outre le fait que les femmes subventionnent l'ensemble de l'économie par le biais de leur travail domestique, des services de soin et d'assistance non rémunérés qu'elles proposent,

elles sont disproportionnellement plus vulnérables aux impacts sur les droits humains de l'insécurité alimentaire, la dégradation des terres et des ressources naturelles et de la crise climatique. En outre, le modèle économique dominant perpétue, et s'appuie souvent sur, la discrimination et les désavantages systématiques dont souffrent les femmes pour générer la croissance. Les entreprises qui participent aux chaînes de valeur mondiales s'appuient sur la dévaluation du travail des femmes comme source d'avantage concurrentiel. La rationalisation des filets de sécurité sociaux et des services publics essentiels est rendue possible par la disponibilité du travail non rémunéré des femmes, car il permet de combler les lacunes en matière de services d'assistance, alors que la manière même dont l'activité économique est définie exige la dévaluation complète, ou la sous-évaluation brute du travail non rémunéré des femmes, que ce soit à la maison ou dans les entreprises familiales.

Lorsque l'épidémie a commencé, de nombreuses chaînes de valeur mondiales ont été parmi les premières à s'effondrer, et lorsque les usines et les magasins ont fermé, les femmes ont été les premières à subir des licenciements. Étant donné que les enfants ne pouvaient plus aller à l'école, que les besoins en soins des personnes âgées étaient plus importants et que les services de santé étaient débordés, les tâches d'assistance non rémunérées des femmes ont largement augmenté. Les effets économiques combinés de la pandémie sont inévitablement ressentis davantage par les femmes qui gagnent généralement moins, épargnent moins, ont statut professionnel précaire et informel et vivent, pour la plupart, sous le seuil de pauvreté.

Alors que la pandémie entraîne le monde vers une récession économique sans précédent, il est clair que non seulement le modèle économique actuel a laissé tomber les femmes, les jeunes filles et la majorité des habitants de la planète, tant dans les pays développés que dans les pays en développement, et qu'il remplit les poches de l'élite milliardaire dont la richesse n'a fait que monter en flèche pendant cette pandémie, au milieu des pertes et des inégalités¹³.

¹³ Voir l'article de Business Insider « [Comment les milliardaires ont vu leur valeur nette augmenter d'un demi-billion de dollars pendant la pandémie](#) », (2020).

La lutte contre les inégalités entre les sexes, la réalisation des droits fondamentaux des femmes et la reconstruction d'un monde plus équitable et plus durable après la pandémie impliquent donc de remettre directement en question les politiques économiques et les institutions qui ont enraciné les inégalités sociales et engendré la crise climatique actuelle, afin de transformer le système économique actuel.

Que veulent les féministes ?

- La croissance mesurée par le produit intérieur brut (PIB) ne devrait plus être le principal objectif de la stratégie économique et de développement des gouvernements (des pays développés et des pays en développement). En rejetant la primauté de la croissance économique et en développant des alternatives au modèle et au paradigme économique actuel, les gouvernements ont la possibilité de conduire un changement transformateur de notre système économique actuel vers un modèle d'économie et de développement plus juste et plus durable qui place les droits humains, la sollicitude et le bien-être au centre du système.
- Garantir la participation démocratique, la représentation, le leadership et la prise de décision des femmes et des communautés dans tous les processus de réponse d'urgence à la pandémie, de relance économique et dans les plans de relance. Cela implique que les gouvernements et les institutions internationales abandonnent la notion dépassée d'émancipation des femmes en tant que femmes économiquement autonomes et disposant de l'agence nécessaire pour être compétitives sur les marchés (comme le propose la Banque mondiale), et qu'ils adoptent plutôt la notion d'émancipation économique des femmes, car celles-ci ont la capacité d'exercer un pouvoir et un contrôle réels sur leur propre vie et sur les conditions dans lesquelles elles s'engagent dans les structures sociales et économiques.



Principe : Les mesures prises face à la COVID-19 doivent être fondées sur des valeurs démocratiques et les renforcer



La demande des féministes : Espace politique pour le gouvernement national et local, participation démocratique des peuples et des communautés

L'espace politique fait référence à « la liberté et la capacité des gouvernements à identifier et à poursuivre la combinaison la plus appropriée de politiques économiques et sociales pour atteindre un développement équitable et durable dans leurs propres contextes nationaux »¹⁴. En cette ère de déréglementation, de libéralisation, de privatisation, d'austérité et d'endettement (sous les régimes de l'Organisation mondiale du commerce, de la Banque mondiale et du FMI qui n'ont cessé de renforcer leur pouvoir et leur influence), l'espace dont disposent les gouvernements nationaux et locaux pour mettre en œuvre des politiques sociales, économiques, sanitaires et fiscales pertinentes a été fortement réduit et restreint. C'est particulièrement le cas des pays en développement qui n'ont souvent pas encore développé une grande partie de leurs politiques et qui sont souvent incapables de négocier efficacement les espaces politiques pertinents de ces accords. Comme aucun pays n'est identique, de nombreuses politiques de développement nécessitent de passer par différentes étapes (essayer, se tromper, etc.) afin que les gouvernements soient en mesure d'adopter les bonnes politiques.

De nombreuses mesures prises par les gouvernements depuis le début de l'épidémie de COVID-19, comme la réglementation du marché et de la fuite des capitaux étrangers, le contrôle des mouvements, la réglementation ou le rachat des fournisseurs du secteur privé, sont en fait en violation de nombreuses dispositions des accords sur le commerce et l'investissement et des clauses de règlement des différends entre investisseurs et États. Ces mesures devraient être maintenues même après la fin de la pandémie, car les gouvernements continueront à s'attaquer à la crise économique qui s'ensuivra dans les années à venir. L'espace politique national est donc essentiel pour lutter contre la pandémie et élaborer des plans de relance.

L'élargissement de l'espace politique national des gouvernements doit également s'accompagner de la participation et de la voix des communautés et des sociétés civiles (femmes, jeunes, minorités raciales et religieuses, communautés indigènes et personnes LGBTIQ+) dans l'élaboration de ces politiques de développement et dans ces espaces politiques.

Que veulent les féministes ?

- Rétablir l'espace politique intérieur des gouvernements, non seulement au niveau national, mais aussi au niveau local, qui ont été sévèrement limités par le modèle dominant de libéralisation du commerce et des investissements. Cela inclut la suspension des accords et des dispositions qui sapent clairement la capacité de

¹⁴ Voir UNCTAD's [Rapport sur le commerce et le développement : Gouvernance mondiale et espace politique pour le développement](#) (2014).

l'État à élaborer des politiques et à réglementer, comme les dispositions relatives au règlement des différends entre investisseurs et États,

- Assurer la participation démocratique des femmes, des communautés et des sociétés civiles à l'élaboration et aux prises de décisions concernant les politiques de lutte contre la pandémie, mais aussi les plans de relance à venir afin de garantir une réponse et une relance inclusives.



La demande : Respect de l'espace et des principes démocratiques

L'un des plus grands défis auxquels sont confrontés de nombreux gouvernements durant cette pandémie est leur capacité à répondre efficacement à cette crise, tout en s'assurant que les mesures prises ne portent pas et ne porteront pas atteinte aux valeurs fondamentales des droits humains, de la démocratie et de l'État de droit. Ce défi est sans aucun doute énorme, d'autant plus que certaines des mesures

qui devront être prises (comme les confinements, le contrôle des déplacements, les quarantaines, les demandes de tests, l'isolement, la surveillance et le port de masques) empièteront inévitablement sur de nombreux droits et libertés individuelles qui font partie intégrante et sont incontournables pour une démocratie.

Il est donc important de veiller à ce que les mesures prises pendant la crise et en période d'urgence soient toujours conformes et respectueuses de l'État de droit et des principes démocratiques, à ce que le renforcement des restrictions ne s'accompagne pas de sanctions pénales sévères et à ce que les médias et le public jouissent de leur liberté d'expression et d'information, comme la circulation d'informations libres, opportunes, exactes et scientifiquement fondées. Le principe de non-discrimination est également particulièrement important dans le contexte actuel, car le fait de ne pas tenir compte des besoins spécifiques des personnes les plus marginalisées lors de l'introduction d'un grand nombre de ces mesures peut également entraîner des discriminations.

Que veulent les féministes ?

- Les gouvernements doivent respecter l'État de droit et les principes démocratiques même lorsqu'ils prennent des mesures d'urgence et renforcent les restrictions dans le cadre de la lutte contre le coronavirus. Cela signifie que même en cas d'urgence, les actions du gouvernement doivent rester conformes à la loi, que les mesures prises doivent afficher un calendrier clair et raisonnable et que tous les pouvoirs et actions des exécutifs du gouvernement doivent être contrôlés et équilibrés par le pouvoir législatif et judiciaire du pays.
- Si le suivi, la localisation et l'anticipation sont des étapes cruciales de la surveillance d'une épidémie et ont conduit à la prolifération des outils numériques et technologiques de localisation et de surveillance, cette surveillance pandémique ne doit pas être utilisée sans contrôle et sans justification pour porter atteinte au droit à la vie privée et pour accroître la surveillance et l'intrusion des gouvernements dans la vie privée des individus. Les données individuelles collectées pendant ces périodes et pour la surveillance de la pandémie ne devraient être conservées que par les gouvernements et non par le secteur privé ou les sociétés multinationales. Elles devraient être conservées en toute sécurité et ne devraient pas non plus être conservées par les gouvernements pendant une période déraisonnable.

Principe : Les mesures prises face au COVID-19 doivent être un acompte sur une transition juste et équitable vers une planète équitable et saine



La demande des féministes : Désinvestissement des institutions extractives nuisibles et investissement dans une économie centrée sur l'éthique de la sollicitude

Avant la pandémie, le monde était censé être sur une trajectoire visant à déplacer les investissements des combustibles fossiles polluants vers les énergies renouvelables et une économie centrée sur l'éthique de la sollicitude. Cependant, les chiffres qui sont communiqués par les gouvernements, les banques et les institutions financières internationales ne semblent pas s'inscrire dans une telle démarche. On estime qu'avant la pandémie, l'industrie des combustibles fossiles recevait encore 5,2 billions de dollars de subventions annuelles, d'allègements fiscaux et d'effets externes non facturés, comme la pollution atmosphérique et le climat, de la production et de l'utilisation de combustibles fossiles¹⁵. Les prêts des banques mondiales à l'industrie des combustibles fossiles ont également continué à augmenter chaque année depuis l'accord de Paris de 2015, injectant 1900 milliards de dollars dans le développement des combustibles fossiles, même pour l'extraction des énergies les plus sales¹⁶.

Alors que les discours sur la nécessité d'une relance verte après la pandémie se sont multipliés dans les espaces politiques, les données actuelles montrent qu'en réalité, les producteurs de combustibles fossiles et les secteurs à forte intensité de carbone, comme les compagnies aériennes, reçoivent actuellement une aide à la relance supérieure de 70 % à celle des énergies propres. Les pays du G20+, par exemple, ont promis plus de 200 milliards de dollars US de fonds de récupération post-COVID-19 pour les combustibles fossiles, tandis que 89 milliards de dollars US seulement ont été engagés pour les énergies propres, mais 81 % de ce soutien n'est pas spécifique sur les garanties environnementales appropriées¹⁷. Les chercheurs ont découvert que si seulement 12 % des fonds de relance post-COVID-19 actuellement promis étaient¹⁸ dépensés chaque année jusqu'en 2024 pour des investissements dans les énergies à faible teneur en carbone et pour réduire notre dépendance aux combustibles fossiles, nous serions en mesure de limiter le réchauffement climatique à 1,5 degré celsius, l'objectif climatique le plus ambitieux de l'accord de Paris¹⁹.

La pandémie actuelle n'a pas relégué la crise climatique en l'arrière-plan, comme beaucoup s'y attendaient, surtout compte tenu de la crise climatique, économique et

¹⁵ Voir le document du FMI, Les subventions mondiales aux combustibles fossiles restent importantes : Une mise à jour fondée sur des estimations nationales (2019)

¹⁶ Voir l'article de Myriam Vander Stichele, « [The L'entreprise financiarisée : Comment la finance alimente et transforme l'entreprise d'aujourd'hui](#) », (2020).

¹⁷ Un nouvel outil en ligne disponible sur energypolicytracker.org suit et met à jour chaque semaine les dernières informations sur les réponses apportées par les gouvernements du monde entier à la politique gouvernementale de réponse à la COVID-19 dans une perspective climatique et énergétique. Bien qu'il soit actuellement fortement axé sur les réponses politiques des gouvernements du G20, l'outil est appelé à s'étendre et à inclure davantage de pays dans le monde, afin de fournir un contexte mondial.

¹⁸ 12 000 milliards de dollars au moment de la rédaction du présent document.

¹⁹ Voir le rapport de Marina Andrijevic, Carl-Friedrich Schleussner, Matthew J. Gidden, David L. McCollum et Joeri Rogelj. Science (2019). « Les fonds de relance post-COVID-19 éclipsent les besoins d'investissement dans les énergies propres »

sanitaire que connaissent simultanément de nombreux pays et populations à travers le monde. La vieille rhétorique contre l'action climatique a généralement été qu'il n'y a pas assez d'argent pour la financer. Pourtant, les gouvernements se préparent, certains sont même déjà en train d'injecter des milliards de dollars dans l'économie mondiale pour contrecarrer l'effondrement sanitaire, social et économique provoqué par la pandémie. La reprise après cette pandémie doit se traduire par une accélération de la transition juste et équitable du système économique actuel fondé sur les combustibles fossiles vers un système économique juste et à faible émission de carbone qui reconnaît et redistribue le travail des femmes et donne la priorité à l'énergie pour les communautés, en donnant aux communautés le pouvoir de décision sur la manière dont elles veulent utiliser les ressources de leur communauté pour l'énergie. Ces dépenses de relance à grande échelle façonneront l'économie mondiale, que le monde continue sur la même voie qu'avant la pandémie ou qu'il s'engage sur une nouvelle voie, pour les décennies à venir et pourraient soit aggraver notre crise climatique actuelle, qui est insurmontable, soit créer une économie résiliente et durable alimentée par une énergie propre et renouvelable et la valorisation de l'éthique de la sollicitude.

Que veulent les féministes ?

- Les gouvernements doivent cesser immédiatement de verser des fonds de relance aux industries de combustibles fossiles et réorienter ces fonds vers des mécanismes et des fonds climatiques internationaux à faible intensité de carbone et axés sur l'économie du care, que ce soit en créant davantage d'emplois dans le secteur de la santé et de l'accompagnement, en canalisant les ressources vers les communautés pour qu'elles développent leur propre source d'énergie et gèrent d'autres biens communs publics, ou en dirigeant les fonds vers le financement et les mécanismes climatiques.
- Les pays du G20+ doivent réorienter leur promesse de plus de 200 milliards de dollars de fonds de relance post-COVID-19 provenant des combustibles fossiles vers une économie de sollicitude à faible intensité de carbone.



Principe : Les mesures prises face à la COVID-19 doivent être guidées par la coopération, le multilatéralisme et la justice mondiale



La demande des féministes : Un multilatéralisme qui place la primauté des droits humains sur la croissance économique

Le système actuel de multilatéralisme privilégie le profit et la croissance économique, souvent au détriment des droits humains et de l'environnement. Malgré les nombreuses preuves de l'impact négatif des mesures d'austérité et des politiques d'ajustement structurel sur les droits humains²⁰, de nombreuses institutions financières internationales (IFI) telles que le FMI continuent de prescrire les mêmes mesures et politiques, ignorant de fait les implications de leurs politiques et conditionnalités sur les droits humains. Les politiques commerciales et d'investissement sont également connues pour limiter les espaces politiques intérieures (l'utilisation des tarifs et des subventions ainsi que d'autres politiques industrielles, professionnelles et agricoles) les mêmes politiques qui ont sans doute été employées et utilisées par les pays développés d'aujourd'hui pour atteindre leur niveau de développement²¹. Les dispositions relatives aux différends entre investisseurs et États qui figurent dans de nombreux accords de libre-échange et d'investissement ont été utilisées pour saper de nombreuses actions et mesures gouvernementales qui ont été mises en œuvre même dans l'intérêt des politiques de discrimination positive, de la protection de l'environnement ou des droits du travail, ce qui a clairement porté atteinte au respect et aux réalisations des droits humains. Alors que de nombreuses violations des droits humains ont été constatées, telles que l'accaparement de terres, les expulsions, la réinstallation involontaire, le travail forcé, les abus physiques ou sexuels, les représailles contre les défenseurs des droits humains, la destruction de l'environnement, pour n'en citer que quelques-unes, dans les projets de développement financés par la Banque mondiale et d'autres institutions financières internationales²².

Certaines de ces institutions (la Banque mondiale, le Fonds monétaire international et l'Organisation mondiale du commerce, par exemple) ont en fait une juridiction distincte et dominante sur l'élaboration des politiques économiques, en plus de la plupart des autres institutions du système des Nations unies. Ils comportent des engagements exécutoires, avec des sanctions économiques et commerciales si les États manquent à leurs obligations en vertu de ces accords, contrairement aux traités et processus relatifs aux droits humains. En outre, elles ont sapé le multilatéralisme démocratique pendant de nombreuses décennies et ont affirmé que la croissance économique passe avant les droits humains et la justice économique, sociale, environnementale et l'équité des genres.

²⁰ Voir plusieurs rapports de l'expert indépendant de la dette extérieure sur la responsabilité de la complicité des institutions financières internationales (IFI) dans les violations des droits humains dans le contexte de réformes économiques rétrogrades (A/74/178), l'impact des SAP et des mesures d'austérité sur les droits du travail (A/HRC/34/57) et les droits fondamentaux des femmes (A/73/179).

²¹ Voir Ha-Joon Chang, « La stratégie de développement dans une perspective historique », (2002).

²² Voir de nombreuses ressources à ce sujet dans le cadre du [Bretton Woods Project](#), du Forum Asie-Pacifique sur les femmes, le droit et le développement (APWLD) sur [7 Les raisons pour lesquelles les féministes disent non au néolibéralisme de la Banque mondiale et du FMI](#) (2018), et le rapport du Réseau de développement et de communication des femmes africaines (FEMNET) sur [Quelles sont les dimensions de genre des IFF ?](#) (2017)

Peu après le début de la pandémie, de nombreux gouvernements ont commencé à prendre des mesures unilatérales qui ont fini par saper le multilatéralisme, qui était déjà en crise avant la pandémie. Une telle tournure des événements s'est produite parce que notre multilatéralisme actuel n'a pas été construit sur les principes de solidarité, de coopération et de droits humains. Il a plutôt été construit principalement sur la recherche de la croissance économique et du profit. Et après un battage médiatique de courte durée sur la mondialisation, les pays et même les peuples s'inquiètent aujourd'hui du fait que leur capacité à contrôler leur développement économique et social est de plus en plus limitée par le multilatéralisme.

Toutefois, la pandémie actuelle a également montré que lorsque les gouvernements agissent unilatéralement ou individuellement, nous ne pouvons pas faire face efficacement à de telles crises. La pandémie de coronavirus, la crise climatique, la crise des inégalités et de la pauvreté ne peuvent être combattues efficacement que si les gouvernements du monde entier travaillent main dans la main. Ces problèmes ne peuvent être résolus que si la justice économique, la justice environnementale, la justice sociale et la justice entre les sexes, la justice redistributive sont considérées comme des éléments interconnectés, inaliénables et indivisibles de la réalisation des droits humains. Cela signifie également que toute disposition des accords de commerce et d'investissement ou des conditionnalités de la dette qui s'avère incompatible avec les obligations des gouvernements en matière de droits humains doit être révisée ou supprimée. Il est donc vital de rétablir la primauté des droits humains sur les obligations internationales incohérentes.

Que veulent les féministes ?

- Démanteler la juridiction constante et dominante de la Banque mondiale, du FMI et de l'OMC sur l'élaboration des politiques économiques mondiales, car ces institutions ont montré qu'elles sont non seulement incapables de faire primer les droits humains sur la croissance économique, mais aussi qu'elles ont été gouvernées de manière non démocratique par des pays plus riches. Cela pourrait se faire en rétablissant certaines de ces juridictions sous l'égide des Nations unies, par le biais d'un sommet international sur la reconstruction économique et la réforme systémique où les pays en développement auraient la possibilité de s'exprimer et de voter sur un pied d'égalité.
- Évaluation ex-ante et périodique de l'impact sur les droits humains des accords de commerce, d'investissement et des politiques de réforme économique. Une telle disposition aurait été conforme aux principes directeurs sur l'évaluation de l'impact des accords de commerce et d'investissement sur les droits humains, tels que rédigés par le rapporteur spécial des Nations unies sur le droit à l'alimentation et aux principes directeurs sur l'évaluation de l'impact des réformes économiques sur les droits humains, tels que rédigés par l'expert indépendant des Nations unies sur les effets de la dette extérieure sur les droits humains. Ces lignes directrices et ce cadre devraient être appliqués par les gouvernements lorsqu'ils conçoivent et développent le plan de relance économique pendant et après la pandémie.
- Les gouvernements devraient s'engager à développer une politique étrangère féministe qui permettrait de promouvoir les objectifs globaux de en matière d'égalité des sexes, de droits humains, de paix et de justice environnementale. Une telle politique étrangère devrait également garantir et réaffirmer que l'engagement et la participation d'un gouvernement aux processus multilatéraux ne sont pas uniquement motivés par des intérêts et des avantages nationaux et domestiques, mais par l'esprit de coopération mutuelle, de solidarité, de respect des droits humains ainsi que par des responsabilités communes, mais différenciées.

feministcovidresponse.com

